

EELV32 pour une sécurité sociale de l'alimentation !

Les écologistes soutiennent le projet de Benoît Biteau



EELV32 pour une sécurité sociale de l'alimentation !

Les écologistes soutiennent le projet d'une sécurité sociale de l'alimentation !

Benoît Biteau euro-député écologiste et vice-président à la commission de l'Agriculture (AGRI) du Parlement européen a défendu aux rencontres de la transition alimentaire organisée mercredi dernier par Gers développement à ciné 32, l'idée de l'instauration d'une sécurité alimentaire qui garantirait le droit à une alimentation de qualité pour tous et à une juste rémunération aux producteurs.



Partant du constat que l'actuelle PAC (politique agricole commune) est productiviste et inégalitaire (80 % des aides vont à 20 % des producteurs les plus gros, car fondées principalement sur l'aide à l'hectare), que la pauvreté concerne de plus en plus de consommateurs mais qu'elle touche particulièrement les agriculteurs (1/3 des agriculteurs vivent avec moins de 350 € par mois), que les agriculteurs assurent des missions d'intérêt collectif (externalités) telles la gestion de l'eau, des sols, la préservation de la biodiversité, qu'ils sont des acteurs stratégiques pour un pays (indépendance alimentaire), que l'activité agricole est le point de départ du développement économique de plusieurs filières de par la fourniture de matières premières et d'énergie, qu'elle structure et

dessine nos campagnes ...Benoît Biteau prône l'urgence de la refonte de la PAC sur de nouveaux principes telles la généralisation de l'agriculture biologique et l'instauration d'une sécurité sociale alimentaire.

Cela permettrait de sortir l'agriculture d'une logique fondamentalement sectorielle et extractiviste, de l'intégrer pleinement dans le débat de société, combinant les multiples enjeux qu'elle embrasse : alimentation, énergie, santé, environnement, biodiversité, atténuation du changement climatique ...L'idée serait de passer d'une logique productiviste et curative (produire avec le rendement maximum, puis réparer les nuisances) à une logique de prévention, garantissant une qualité et un bien être supérieurs pour tous. À quoi bon payer la nourriture moins chère si par la suite la facture chez le médecin s'alourdit pour avoir consommé des aliments contaminés par des pesticides?. Qu'en est-il du droit à une nourriture saine.?

Une nourriture qui serait payée à sa juste valeur en contrepartie de sa meilleure qualité aura pour le consommateur des effets positifs sur sa santé. Et, elle permettrait aux producteurs de bénéficier d'une véritable reconnaissance de leur travail et d'un juste prix.



20230920_155640 (004).jpg